

Union syndicale Solidaires : un congrès internationaliste

Le congrès de notre Union syndicale s'est tenu du 6 au 10 juin. Grâce aux délégations internationales, nous avons pu faire vivre aux 350 délégué-e-s présent-e-s l'intensité de luttes partagées avec nos camarades des divers continents. Une rencontre internationale a permis l'adoption d'un texte, complété de motions de soutien au mouvement des femmes en Egypte, à la grève des pompiers de Sao Paulo. L'appel adopté marque une volonté commune d'aller plus avant dans la construction d'un réseau international du syndicalisme de luttes.

La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier. Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite, la déréglementation financière, le libre échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.) et les gouvernements s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs/ses. Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre ... et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré-e-s.

Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays ! Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider de telles mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale de la société. Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. Il faut avancer dans la coordination internationale du syndicalisme de lutte. Nous nous engageons à soutenir ensemble :

- Le **développement du syndicalisme indépendant** dans tous les pays, notamment ceux où ce droit, jusque là, était nié.
- Les **révoltes des populations du Maghreb et du Moyen-Orient**, la **lutte du peuple palestinien**, les **manifestations des indigné-e-s en Espagne**.
- Et bien sûr tous les **militant-e-s syndicaux victimes de la répression**.

Nous décidons de **travailler ensemble à l'échange d'informations, notamment sur les luttes sociales** dans les différents pays car elles contribuent à la construction des mobilisations sociales internationales. **Nous développons nos activités syndicales par secteurs professionnels** ; des rencontres sont d'ores et déjà prévues pour la Santé, pour l'Éducation, pour les Centres d'appel, pour les Chemins de fer. Les questions interprofessionnelles, comme les droits des immigré-e-s, les droits des femmes, sont aussi dans nos objectifs de travail commun, à court terme.

Notre démarche est ouverte à toutes les forces syndicales qui se reconnaissent dans le syndicalisme de luttes, indépendant, agissant pour la transformation sociale. Une conférence internationale pour faire le bilan de ces engagements, pour y donner des suites nouvelles, se tiendra au printemps 2012, à l'occasion du congrès de Conlutas au Brésil. En septembre 2011, nous tiendrons une réunion de travail ouverte aux délégations de l'ensemble des continents, à l'occasion de la rencontre du réseau européen des syndicats alternatifs et de base, prévue en Suisse.



5. Nationaler Kongress der Union Syndicale Solidaires in Villefranche sur Saône, 6-10. Juni 2011

Die Sud-Solidaires Basisgewerkschaften haben ihren 5. Kongress in Villefranche veranstaltet. Gekommen waren 450 Delegierte. Solidaires hat etwa 100 000 MitgliederInnen. Die grossen Gewerkschaften sind die Sud Rail bei der Bahn, die SUD - PTT bei der Post und Telekom und die Sud-Santé im Bereich der Gesundheit. Im privaten Sektor agieren die Solidaires-Industrie, Sud-Chimie und die Sud Energie. Sud Energie hat einen langen Streik in den Total Raffinerien von Dünkirchen mitorganisiert und ist dort sogar zur Mehrheitsgewerkschaft geworden. Inzwischen gibt es auch gewerkschaftliche Gruppen im Bereich der Nuklearindustrie. Hinzu kommen die sehr agilen Bereiche der Beschäftigten beim Zoll, in der Kulturindustrie und im Erziehungsbereich.



Union syndicale Solidaires – France.
Confederación General del Trabajo CGT – État espagnol.
Confederación intersindical – État espagnol.
Intersindical Alternativa de Catalunya IAC – Catalogne.
Unione Sindacale di Base USB – Italie .
Transnationale Information Exchange TIE – Allemagne.
WZZ Sierpien 80 – Pologne.
Syndicat national des infirmières et sages-femmes OZZ PiP Silésie – Pologne.
Frente Popular Darío Santillán FPDS – Argentine.
Central Sindical e Popular Conlutas – Brésil.
Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal CNTS – Sénégal.
Confédération des Syndicats Autonomes CSA – Sénégal.
Union Générale des Travailleurs Tunisiens UGTT – Tunisie.
Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique SNAPAP - Algérie
Solidarité Socialiste avec les Travailleurs d'Iran SSTI – Iran.
Union nationale des syndicats indépendants - Egypte.

Maroc : à Bouarfa, encore la répression policière et étatique !

Dix militants associatifs et syndicaux de Bouarfa ont été condamnés le 17 juin à des peines de prison (2 ans et demi à 3 ans). Les chefs d'inculpation étaient « manifestation illégale » et « usage ou incitation à l'usage de la violence contre les forces de l'ordre ». Le 18 mai, 9 jeunes ont été arrêtés pendant l'intervention policière contre un sit-in de diplômés chômeurs. Ils furent relâchés le jour même, mais une nouvelle vague d'arrestations débuta le 24 mai : 9 personnes étaient arrêtées et conduites à la prison de Bouarfa. Le 26 mai, pendant le jugement des 9 détenus du 24 mai, la section locale de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) organisa une manifestation de solidarité devant le tribunal. Pendant l'action, deux membres de l'AMDH, également syndicalistes de la Confédération démocratique du travail (CDT), furent arrêtés, et accusés d'inciter à l'usage de la violence contre les forces de l'ordre.

Une des personnes détenues depuis le 26 mai est Saddik Kabbouri, secrétaire général de l'union locale de la CDT, membre de l'AMDH et coordinateur, depuis 2006, du réseau associatif local animant une campagne revendicative contre la hausse des prix et la dégradation des services publics. Ce réseau avait obtenu, à travers des manifestations de masse rassemblant jusqu'à 10 000 personnes (soit la moitié de la population de la ville), la **gratuité de l'eau depuis mai 2006**. Des problématiques telles que la qualité de la santé publique, le chômage ou la corruption du conseil municipal sont systématiquement dénoncées par la Coordination locale contre la hausse des prix.

Ce mouvement social est apparu dans une conjoncture marquée par la sécheresse, qui pénalise sérieusement l'économie de Bouarfa, située dans une zone extrêmement aride. Avec les mines épuisées et fermées, la population active de Bouarfa se répartit entre la fonction publique, des activités de pâturage et le ramassage de truffes. Celle-ci est sûrement l'activité la plus lucrative, car ce produit est presque totalement exporté sur marché international. Mais il s'agit également d'une activité instable, soumise aux aléas météorologiques. En 2005, l'accumulation de plusieurs années de sécheresse avait fait disparaître cette possibilité d'emploi. Des jeunes et des chômeurs ont alors organisé quatre tentatives d'émigration collective vers l'Algérie. La symbolique de l'acte est puissante: la frontière entre le Maroc et l'Algérie à la hauteur de Bouarfa demeure disputée, partiellement minée et militarisée. Les villageois disposés à réaliser, en franchissant la frontière, un tel acte de transgression, se disaient « obligés à chercher une solution ailleurs » par leur pays les condamnant à « l'hogra » (le mépris).

Bouarfa n'est pas restée à l'écart des protestations animées dans tout le pays par le Mouvement du 20 Février. La coordination locale contre la hausse des prix a intégré les revendications du 20 Février, en les enrichissant avec des problématiques locales : chômage de masse, précarisation des services publics, marginalisation politique et économique.

Selon une délégation de l'AMDH déplacée à Bouarfa pour témoigner du procès, **le jugement rendu s'est développé dans des conditions critiquables** : les accusés ne furent pas autorisés à s'asseoir et le juge refusa toute requête émise par les avocats de la défense à propos des nombreux vices de procédure. Les défenseurs des droits de l'homme présents dans le tribunal y voient un procès politique lancé contre les membres les plus actifs d'un mouvement social qui a mis en échec les autorités locales pendant plus de cinq ans. www.amdh.org.ma

Iran : action unitaire à Genève le 9 juin

En solidarité avec les syndicalistes iraniens emprisonnés, les syndicats français CGT, UNSA, FSU, Solidaires appelaient à un rassemblement devant le siège de l'OIT à Genève le 9 juin. Les mesures de répression à l'encontre des militants syndicaux iraniens ce 1^{er} mai et l'arrestation de militants syndicaux au Kurdistan constituent des violations des droits fondamentaux.

Par cette action, les syndicats français, avec le mouvement syndical international expriment leur **solidarité envers les femmes et les hommes iraniens qui, malgré les risques que comporte l'activité syndicale en Iran, se sont engagés-e-s dans le combat en faveur de la défense des travailleurs/ses** : notamment, tous les militant-e-s emprisonné-e-s depuis des mois et des années, coupables d'avoir exercé le droit fondamental de mener une activité syndicale. Ce combat vaut admiration et respect, pour eux et leurs familles qui les soutiennent. Plus que jamais, il faut prendre au mot les pays qui ratifient sur le papier les conventions de l'OIT et qui les bafouent dans la réalité. C'est le cas de l'Iran.

Il appartient aux organisations syndicales dans le monde d'affirmer leur solidarité et de mettre en œuvre les moyens dont elles disposent pour **faire cesser la répression à l'encontre des travailleurs/ses d'Iran qui veulent créer des organisations syndicales indépendantes**. <http://iranenlutte.wordpress.com> www.iran-echo.com

L'Union syndicale Solidaires a pris l'initiative de cette action unitaire à laquelle la CFDT n'a pas voulu s'associer. La construction et le développement de syndicats indépendants en Iran est un enjeu important : pour les travailleurs/ses de ce pays bien sûr, pour le mouvement syndical international, pour les libertés dans le monde.

Amnesty international : donnez aux droits force de loi !

En annexe à ce bulletin, nous joignons une pétition commune Amnesty international, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. **A faire circuler et à faire signer massivement !** www.solidaires.org/article35918.html
www.amnesty.fr/AI-en-action/Lutter-contre-la-pauvrete/Effectivite-des-droits/Presentation/Donnez-aux-droits-force-de-loi

Canada : soutenons les postier-e-s en grève !

Les travailleurs et travailleuses des postes du Canada pourraient se voir imposer une loi de « retour au travail », qui n'est rien d'autre qu'une disposition antigrève ! Une telle loi serait contraire aux conventions de l'OIT et porterait atteinte au droit fondamental de tous les travailleurs et travailleuses de se syndiquer et de négocier collectivement. Le gouvernement du Parti conservateur, réélu depuis peu, laisse ainsi clairement entrevoir la manière dont il entend gérer les relations du travail dans ce pays.

Denis Lemelin, président national Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), a déclaré « on ne nous a laissé aucune chance. Pendant des mois, Postes Canada n'a fait que dire non à nos propositions et a induit la population en erreur au sujet de nos propositions. Maintenant que nous demandons la tenue d'une réunion avec le président de Postes Canada, le gouvernement Harper va venir à sa rescousse et le soustraire à sa responsabilité de négocier de manière réaliste avec les travailleurs et travailleuses ». Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes tente de faire valoir des propositions qui apportent des solutions aux problèmes de santé et de sécurité causés par le nouvel équipement de tri et les nouvelles méthodes de livraison. Il propose aussi des innovations et une expansion du service postal. Le fait que Postes Canada se concentre sur ses prétentions rend toute négociation impossible. Les membres du STTP se battent pour empêcher l'érosion de leur convention collective et les reculs salariaux que Postes Canada veut imposer aux futurs employés et employées.

Pour défendre le droit de grève, dire non à cette loi de « retour au travail », une campagne de soutien aux salarié-e-s de Postes Canada est organisée ; une pétition est disponible sur Internet.

http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=1023

Égypte : les droits des femmes doivent être reconnus

A l'occasion de notre congrès, 15 organisations de différents pays ont rédigé cette adresse aux responsables de la République Arabe d'Égypte

Vous n'êtes pas sans savoir que les femmes ont toujours participé à la vie politique contemporaine de l'Égypte. Dernièrement, elles ont activement participé à la Révolution du 25 janvier 2011, au cours de laquelle de nombreuses femmes ont été tuées et blessées. **Il est donc incompréhensible qu'elles soient exclues de toutes les discussions, concertations et dialogues en cours concernant la future Constitution égyptienne et la loi sur la participation politique.** De même que les insinuations suivant lesquelles les droits des femmes auraient été octroyés par l'épouse de l'ex-président Hosni Moubarak sont inacceptables, car ces droits n'ont été obtenus que par la lutte des femmes, quelles que soient les tentatives de récupération qui en auraient été faites.

Nous affirmons donc notre total soutien aux revendications légitimes des femmes égyptiennes demandant la protection de leurs droits et leur pleine participation à toutes les instances de prise de décision. Cette demande est d'autant plus légitime que les femmes égyptiennes ont toujours pris leurs responsabilités et continueront à les prendre dans l'Égypte de la Révolution pour participer à la construction d'une société saine et juste et aider l'Égypte à assumer à nouveau ses responsabilités sur la scène arabe et internationale.

www.egyptesolidarite.wordpress.com

Maroc : soutien aux camarades de Webhelp

Alors que le gouvernement français et le patronat s'auto-félicitent du dialogue entre patrons et accessoirement les syndicats autour de la question des centres d'appels, une des entreprises phares du secteur, Webhelp, licencie et réprime les militants syndicalistes marocains.

Cette entreprise, détenant pourtant le fameux label social, licencie une partie du bureau syndical de la nouvelle section syndicale de la Confédération Démocratique du Travail (CDT) au Maroc. La CDT a créé sa section le 21 mars dernier. Le 1^{er} avril, la répression frappe avec le **licenciement du trésorier** du syndicat. 17 jours après, c'est le **secrétaire général du syndicat qui est licencié**... La direction de Webhelp compte bien continuer afin d'intimider les salarié-e-s puisqu'elle a fait intervenir, par exemple, la police pour interroger un autre membre du syndicat... Ce n'est pas la première fois que Webhelp s'attaque à la liberté syndicale. Elle avait déjà menacé de licenciement un responsable CGT suite à des propos tenus sur Facebook. Il y a quelques mois, à Fès, le **secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs Marocain était licencié**.

La fédération SUD PTT lutte depuis des années aux côtés des travailleurs/ses du monde entier contre la répression patronale. **Nous allons dans les prochains mois mettre en place avec l'UGTT et d'autres syndicats un réseau international des travailleurs des centres d'appels où cette question sera posée.** SUD PTT apporte tout son soutien aux camarades marocain-e-s et exige que tout soit mis en œuvre pour assurer le droit syndical et l'expression démocratique des salarié-e-s au sein de cette entreprise. Elle interviendra auprès du comité du label social pour un retrait du label tant que ses salarié-e-s ne seront pas réintégré-e-s et tant que la liberté syndicale ne sera pas assurée dans l'ensemble des sites du groupe.

Grèce : ne pillons pas les services publics grecs !

15 juin en Grèce : troisième jour de grève générale de l'année et chaîne humaine autour du parlement organisée par les « indigné-e-s », après trois semaines de succès du rassemblement chaque soir devant le parlement, pour protester contre le nouveau plan de rigueur. **La grève générale a paralysé le pays, des dizaines de milliers de manifestant-e-s se sont vus refuser les abords du parlement par 15 000 policiers n'hésitant pas à utiliser gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes.**

Prendre aux nombreux pauvres pour donner aux quelques riches. Avant la crise, l'augmentation des déficits publics était avant tout la conséquence de la contre-réforme fiscale menée depuis environ un quart de siècle : baisse de la fiscalité des entreprises, niches fiscales pour réduire encore plus les taux théoriques, chute de 65% en 1982 à 40% depuis 2007 du taux de la tranche la plus élevée de l'impôt sur le revenu en France. Les États ont sauvé les banques, et maintenant les populations doivent payer les États qui vont payer les banques encore une fois.

Halte à la spéculation européenne. La crise de la dette publique a éclaté en Europe car les choix de construction de l'UE l'ont placée sous la coupe des institutions financières. Les traités européens interdisent à la Banque centrale européenne de financer les déficits publics. Les États doivent emprunter sur les marchés financiers. La Grèce doit maintenant emprunter à un taux à dix ans qui vient de dépasser les 17% car sa note a perdu 3 crans et pourrait baisser au-delà... et les banques prêteuses se refinancent à seulement 1 % auprès de la BCE. Beau bénéficiaire sur le dos d'un pays plongé dans l'austérité !

Une autre politique est possible. L'argent public manque. La crise de la dette publique qui a touché la Grèce, puis l'Irlande n'épargnera probablement pas d'autres pays, d'autant plus que les politiques d'austérité ne permettront pas de réduire les déficits, si elles ne s'accompagnent pas d'une hausse des recettes en taxant les plus riches.

**Solidarité avec la population grecque.
Aucune entreprise française ne doit
acheter les services publics grecs !**

Pas touche aux biens du peuple grec ! Les richesses doivent mieux se répartir, notamment par une fiscalité plus juste. Personne ne doit aider à dépecer la Grèce. Les services publics assurent à la population un grand nombre de droits fondamentaux en Grèce comme ailleurs, et constituent un rempart contre la misère. Après les banques étrangères qui se remboursent sur le dos de la Grèce, les grandes entreprises étrangères vont être sollicitées pour racheter les services publics.

Espagne : le syndicalisme de luttas durement attaqué

Le gouvernement et le Parlement espagnols enchaînent les lois antisociales. Attaques contre le Code du travail, régression du droit à la retraite, privatisations multiples, extension du droit patronal de licencier sans contrepartie ... et maintenant « réforme de la négociation collective », qui **instaure un arbitrage obligatoire, nie les rapports de force et la lutte sociale, favorise les syndicats collaborationnistes** que sont l'UGT et les Commissions Ouvrières.

La priorité donnée dorénavant aux accords d'entreprise par rapport aux conventions collectives nationales, régionales ou de branche est une autre nouveauté du dernier texte gouvernemental. www.cgt.org.es

... nous avons un pays qui compte plus de **5 millions de personnes sans emploi**, le taux de **chômage des jeunes atteint 45%**, plus de **1,5 millions de familles ont tous leurs membres au chômage**, un **enfant sur quatre** qui naissent dans l'État espagnol **le fait en dessous du seuil de pauvreté**, à la fin de cette année seront atteints les **500.000 expulsions de logements depuis 2007**, etc.

Pour la CGT, le seul chemin possible pour sortir de la crise est la répartition du travail, en travaillant moins pour travailler tous, en **réduisant le temps de travail** sans perte de salaire, et en établissant la **retraite à 60 ans avec remplacement obligatoire** pour qu'en partant nous soyons remplacés par une autre personne, en réalisant une distribution de la richesse fondée sur l'**universalité de services publics** suffisants, en imposant une plus forte taxation sur les **bénéficiaires des entreprises**, en établissant une **fiscalité réellement progressive**, en maintenant les **prestations sociales pour tous les collectifs sociaux précarisés et exclus**.

Contre les réformes antisociales, la CGT lance un appel à la mobilisation et à l'occupation de la rue, jusqu'à l'obtention d'une issue sociale à la crise

Palestine : des bateaux pour Gaza

40 Français-e-s sont en route pour Gaza, grâce à la campagne « **Un bateau français pour Gaza** ». La douzaine de bateaux de la flottille internationale apportera 5 000 tonnes de matériel dans la bande de Gaza. 300 à 400 personnes venues du monde entier monteront à bord pour clamer **l'urgence de la fin du blocus de la bande de Gaza et le respect du droit international**. Cette pression porte ses fruits : Israël a autorisé l'ONU à importer les matériaux nécessaires à la construction de 1 200 logements et de 18 écoles dans la bande de Gaza. Ce que nous voulons est la fin totale du blocus de la bande de Gaza et que soit enfin respectés les droits fondamentaux et la dignité des Palestiniens. www.unbateaupourgaza.fr